



**PRÉFET
DE LA GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Générale des Territoires et de la Mer

Réalisation d'une étude paysagère d'un continuum de savanes en vue de son classement au titre des Sites et Monuments Naturels.

Marché à Procédure Adaptée

**Marché de service de prestations
intellectuelles**

Réf : SPEB-USP/ 2025-Savanes

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Table des matières

ARTICLE 1 : Préambule.....	3
1.1 – Le Bénéficiaire :.....	3
1.2 – Contexte.....	4
1.3 – Objet et contenu de la prestation.....	4
1.3.1 – Objet :.....	4
1.3.2 – Contenu de la prestation :.....	4
ARTICLE 2 – Clauses administratives.....	5
2.1 – Lieu d’exécution.....	5
2.2 – Documents contractuels.....	5
2.3 – Modalités d’exécution des prestations.....	5
2.3.1 – Représentation des parties.....	5
2.3.1.1 – Représentation du Bénéficiaire.....	5
2.3.1.2 – Représentation du Titulaire.....	5
2.3.2 – Conditions d’exécution.....	6
2.3.2.1 – Remplacement des intervenants.....	6
2.3.3 – Obligation du Titulaire.....	6
2.3.3.1 – Obligation d’information.....	6
2.3.3.2 – Obligations de confidentialité.....	6
2.3.3.3 – Mesures de sécurité.....	6
2.3.3.4 – Responsabilité du Titulaire.....	6
2.3.4 – Pénalités.....	7
2.3.4.1 Pénalités pour démarrage tardif des opérations.....	7
2.3.4.3 Plafonnement des pénalités.....	7
2.4 – Régime financier.....	7
2.4.1 – Forme et contenu des prix.....	7
2.4.2 – Modalités financières.....	7
2.4.2.1 – Périodicité et régime des paiements.....	7
2.4.2.2 – Avance.....	8
2.4.2.3 – Intérêts moratoires.....	8
2.4.2.4 – Présentation des demandes de paiement.....	8
2.4.2.5 – Taux de TVA.....	8
2.4.2.6 – Monnaie.....	9
2.4.2.7 – Transmission de la facture.....	9
2.5 – Dispositions diverses.....	9
2.5.1 – Forme des notifications et des informations.....	9
2.5.2 – Langue.....	9
2.5.3 – Assurances.....	9
2.5.4 – Autres obligations administratives.....	10
2.5.5 – Résiliations.....	10
2.5.6 – Différends.....	11
2.5.7 – Litiges et contentieux.....	11
ARTICLE 3 : Clauses techniques.....	12
3.1 – Réaliser l’étude révélatrice de l’intérêt général du classement du continuum de savanes.....	12
3.1.1 – Analyse bibliographique.....	12
3.1.2 – Entretiens avec les acteurs locaux.....	13
3.1.3 – L’analyse paysagère :.....	13
3.1.4 – Propositions de périmètres de classement :.....	14
3.1.5 – Proposition d’orientations de gestion et de valorisation du futur site classé.....	14
3.2 – Phasage.....	15
3.3 – Les livrables.....	17
3.4 – Conditions de réalisation des prestations :.....	21

ARTICLE 1 : Préambule

Au sens du présent document :

- le Pouvoir Adjudicateur est la personne morale qui conclut le marché avec le Titulaire :
- le Pouvoir adjudicateur est l'État (Direction Générale des Territoires et de la Mer -DGTM).
- le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) est M. le chef du service Paysages, Eau et Biodiversité.
- le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur.
- Le Bénéficiaire est la personne publique bénéficiant des prestations réalisées par le Titulaire (Service Paysages, Eau et Biodiversité / DGTM)
- le Comptable assignataire des paiements est M. le Directeur Régional des Finances Publiques de Guyane

1.1 – Le Bénéficiaire :

Direction Générale des Territoires et de la Mer
Service Paysages, Eau et Biodiversité
Unité Sites et Paysages
Pointe Buzaré impasse Carlos Fineley
97300 CAYENNE
GUYANE – FRANCE

Affaire suivie par : Nicolas ROMANS
au 05 94 21 42 67 ou
par mail : nicolas.romans@guyane.gouv.fr

1.2 – Contexte

La Guyane est un territoire majoritairement forestier, près de 96 % de sa surface. Le restant des « milieux naturels » se partage entre le lac de petit saut, des zones humides de très grandes superficies et des continuums de savanes. N'occupant que 0,3 % de la Guyane, le milieu savanique est riche par sa biodiversité mais aussi par sa beauté et son histoire. Malheureusement, une certaine déprise agricole, l'augmentation du besoin en logement ainsi que l'émergence d'espèces exotiques envahissantes menacent le maintien de ces écosystèmes rares sur le territoire.

La DGTM de Guyane souhaite préserver ces îlots de respiration pour ce qu'ils représentent pour les guyanais et les sites d'exceptions de Guyane et de France.

1.3 – Objet et contenu de la prestation

1.3.1 – Objet :

Réaliser les études nécessaires à la complétude du dossier de classement au titre des sites et monuments naturels d'un continuum de savanes.

1.3.2 – Contenu de la prestation :

Justification du classement

A l'aide d'une analyse bibliographique de documents existants et d'enquêtes de terrain, l'étude devra établir une **analyse paysagère** approfondie d'une zone de savanes sinnamariennes. Elle s'attachera à révéler l'intérêt général d'un classement selon les critères pittoresques, scientifiques et historiques du dispositif des Sites et Monuments Naturels. Elle devra pour ce faire, faire apparaître les enjeux paysagers qui y sont liés (perception depuis les abords, du centre, ...). Elle devra en outre, faire un parallèle avec les usages passés et présents à travers les différentes occupations humaines des sites, afin de permettre d'établir une base de proposition de gestion et de préservation du site selon les critères de classement retenus.

Étude du périmètre de classement :

Le prestataire sera chargé de faire **une proposition de périmètre de classement**. Le périmètre sera basé sur l'analyse paysagère ci-dessus. La méthodologie et le périmètre proposés devront être cohérents avec les planifications territoriales et les protections existantes sur le territoire.

Par la suite, après le marché, les rendus serviront de base d'information à la concertation des habitants puis à l'enquête publique nécessaires à la procédure de classement.

L'ensemble de la prestation est, précisément, décrit à l'article 3 correspondant au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – Clauses administratives

2.1 – Lieu d'exécution

Les prestations, objets du marché, s'exécutent pour le terrain sur le territoire de Sinnamary en Guyane.

2.2 – Documents contractuels

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (DPGF);
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le Règlement de Consultation (RC).
- le mémoire technique remis par le prestataire à l'appui de son offre.

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCP. Le marché est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé par le pouvoir adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

2.3 – Modalités d'exécution des prestations

2.3.1 – Représentation des parties

2.3.1.1 – Représentation du Bénéficiaire

Lors de la notification du marché, le Bénéficiaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. Leurs noms et coordonnées sont communiqués au Titulaire (article 7 du RC). D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Bénéficiaire en cours d'exécution du marché.

Le Bénéficiaire notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au Titulaire.

2.3.1.2 – Représentation du Titulaire

Le Titulaire désigne un interlocuteur unique habilité à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur, désigné dans l'offre du Titulaire, sera le correspondant permanent auprès du Bénéficiaire.

Celui-ci sera en capacité de prendre des décisions au nom et pour le compte de l'entreprise en ce qui concerne le présent marché. La même obligation sera appliquée aux éventuels sous-traitants. Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, le Bénéficiaire de toute modification d'interlocuteur désigné.

2.3.2 – Conditions d'exécution

2.3.2.1 – Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée du marché, le Bénéficiaire se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou plusieurs employés du Titulaire. De même, le prestataire peut proposer le remplacement d'un ou plusieurs de ses salariés. Cette démarche est soumise à l'approbation du Bénéficiaire.

Le Titulaire procède alors au remplacement du personnel dans un délai d'un mois (30 jours) à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement de l'agent concerné ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

2.3.3 – Obligation du Titulaire

2.3.3.1 – Obligation d'information

Le Titulaire est tenu de signaler au Bénéficiaire tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

2.3.3.2 – Obligations de confidentialité

Le Titulaire est tenu de maintenir pour confidentiel toute communication de renseignements, documents ou objets quelconques, reçue à titre confidentiel, à l'occasion de l'exécution du marché. Ces informations, données à caractère personnel ou relatives aux mesures de sécurité des sites, ne peuvent, sans autorisation du Pouvoir Adjudicateur, être communiquées à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché.

Ces obligations de discrétion s'appliquent pendant et après l'exécution du marché. L'entreprise s'engage à faire respecter une telle obligation à son personnel et à ses sous-traitants.

La violation grave des obligations de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

2.3.3.3 – Mesures de sécurité

Toute personne relevant du Titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou des sites.

2.3.3.4 – Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et les moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCP. Le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualités prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes à la législation et à la réglementation française en vigueur ainsi qu'aux spécifications techniques et aux normes françaises et européennes

homologuées ou équivalent. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur doit être informé, par écrit et sans délai, de toutes modifications d'une prestation. Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Pouvoir Adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché.

2.3.4 – Pénalités

L'application de pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part du Bénéficiaire. Elle se fait à la discrétion du Bénéficiaire au regard des éventuelles justifications présentées par le Titulaire. Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du prestataire à ses obligations contractuelles.

2.3.4.1 Pénalités pour démarrage tardif des opérations

Les pénalités pour retard commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations programmées est expiré.
Cette pénalité est de cinquante (50) euros par jour ouvré de retard.

2.3.4.3 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 33% de la valeur des prestations concernées.

2.4 – Régime financier

2.4.1 – Forme et contenu des prix

Le présent marché est un marché à prix unitaire. Le contenu des prix est précisé dans le DPGF.

Les prix indiqués dans les annexes financières sont réputés inclure toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses, ainsi que les risques d'accidents personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

2.4.2 – Modalités financières

2.4.2.1 – Périodicité et régime des paiements

Il n'y a pas de périodicité pour les paiements. Des paiements intermédiaires peuvent être réalisés à la validation des livrables (art. 3.1.5 du CCP) par le bénéficiaire.

Le paiement du solde de tout compte sera effectué une fois que le bénéficiaire aura attesté que le service est fait.

2.4.2.2 – Avance

Le Titulaire peut effectuer une demande d'avance. Le montant de l'avance est fixé à 25% du montant initial. La demande d'avance devra être effectuée selon les modalités prévues aux articles 2.4.2.4 et 2.4.2.7

2.4.2.3 – Intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par l'Administration dès lors que la facture a été bien présentée, et après admission des fournitures. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle l'admission des prestations est réputée acquise. À défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de deux (2) jours qui est retenue.

En cas de retard des sommes dues à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il en fasse la demande, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 et suivants. Le montant de l'indemnité forfaitaire est de 40 euros.

2.4.2.4 – Présentation des demandes de paiement

Le Titulaire transmet sa facture sous forme électronique, conformément à l'article L.2192-1 du Code de la Commande Publique, et y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les factures comportent les mentions réglementaires suivantes :

- le numéro de Siret de l'entreprise,
- le numéro de compte bancaires,
- la date d'émission de la facture,
- le n° du marché (n° d'engagement juridique),
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- l'adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison,
- la date des travaux effectués
- le descriptif sommaire des travaux effectués
- le prix des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- le montant total hors taxes, le montant de la taxe à payer, le montant toutes taxes comprises,
- le cas échéant, les modalités de règlement.

2.4.2.5 – Taux de TVA

Conformément à l'article 294 du Code Général des Impôts, le département de la Guyane est, provisoirement, exonéré de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

2.4.2.6 – Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

2.4.2.7 – Transmission de la facture

La transmission des factures s'effectuera exclusivement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro accessible à l'adresse suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>
Les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

2.5 – Dispositions diverses

2.5.1 – Forme des notifications et des informations

La notification au Titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite par tout moyen notamment dématérialisé ou sur supports électroniques permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

2.5.2 – Langue

Tous les documents écrits remis par le Titulaire au bénéficiaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le bénéficiaire et le Titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

2.5.3 – Assurances

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au bénéficiaire en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du bénéficiaire ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au bénéficiaire ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, au bénéficiaire, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire s'engage à informer expressément le bénéficiaire de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent également fournir les mêmes documents que le Titulaire.

2.5.4 – Autres obligations administratives

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au bénéficiaire les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées au bénéficiaire.

En cas de manquement, le bénéficiaire ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire est tenu de transmettre, à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que le pouvoir adjudicateur n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de quinze (15) jours à compter de la mise en demeure.

Si le Titulaire et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents justifiant de la régularité de leurs obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du Code du Travail.

2.5.5 – Résiliations

Le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG PI.

La décision de résiliation du marché est notifiée au Titulaire :

- pour événements extérieurs au marché : décès ou incapacité civile du Titulaire, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du Titulaire,
- pour événements liés au marché : difficulté d'exécution du marché, ordre de service tardif, ...
- pour faute du Titulaire : manquement aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement, inexactitude dans les renseignements ou documents transmis, actions ou pratiques frauduleuses, non respect des délais,

En cas de manquement aux obligations du présent marché et huit (8) jours après la mise en demeure faite par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet, l'Administration se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité.

2.5.6 – Différends

Les dispositions de l'article 43 du CCAG PI s'appliquent. le bénéficiaire et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou de l'exécution des prestations.

Les deux parties peuvent recourir aux Comités consultatifs de règlement amiable des différends ou saisir le médiateur des entreprises conformément aux articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la Commande Publique.

2.5.7 – Litiges et contentieux

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Cayenne, situé à l'adresse suivante :

7 rue Victor Schoelcher BP 5030 97305 CAYENNE Cedex	Tél : 05 94 25 49 70 Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr http://guyane.tribunal-administratif.fr
---	--

ARTICLE 3 : Clauses techniques

3.1 – Réaliser l'étude révélatrice de l'intérêt général du classement du continuum de savanes.

La prestation comprend plusieurs tâches qui pourraient être considérées comme indépendantes les unes des autres, puisque ne se déroulant pas sur le même pas de temps. Or ce n'est pas le cas, chacune se nourrit de la tâche précédente. Il est donc très important de bien suivre un déroulé cohérent pour réussir à rassembler les informations au bon moment et satisfaire ainsi la commande.

Cinq grandes tâches se discernent :

1. L'analyse bibliographique,
2. les entretiens avec les acteurs locaux,
3. l'analyse paysagère de terrain,
4. la proposition de périmètres,
5. Proposition des orientations de gestion et de valorisation du futur site classé.

Vous trouverez, à suivre, l'explication globale des grandes tâches de la mission, puis une description des livrables (de travail et de diffusion) pour terminer par une trame de calendrier en 3 phases.

3.1.1 – Analyse bibliographique

De nombreux documents traitent des savanes de Guyane, vous trouverez, en annexe, une liste non exhaustive de ceux-ci afin de vous donner une idée de la charge de travail pour l'analyse bibliographique.

Le prestataire devra rassembler les connaissances existantes sur le milieu type (savanes en général) et ces mêmes connaissances liées à Sinnamary notamment en matière :

- d'environnement : topographie, géologie, pédologie, climat, hydrologie, écologie, espaces agricoles, espaces forestiers, ...
- d'héritage : patrimoine historique et archéologique, histoire, traditions, usages, ...
- d'urbanisme : implantation des constructions dans les sites et leur évolution, formes traditionnelles et récentes, foncier, morphologie du bâti, ...
- de contraintes légales existantes relatives à la prévention contre les risques naturels, la protection des patrimoines, ...

Le prestataire réalisera une note de synthèse porteuse de ces informations de manière thématisée et faisant ressortir l'état de la connaissance les lacunes de connaissance et les axes potentiels de recherches sur le terrain.

Cette analyse bibliographique sera complétée, en Guyane, par une série d'entretiens avec les principaux organismes intéressés par la gestion du site, ses différents usages et les personnes-ressources disposant d'une expertise particulière sur ces sites ainsi que par des visites de terrain.

3.1.2 – Entretiens avec les acteurs locaux

La liste minimale des entretiens à réaliser en Guyane est la suivante :

Les collectivités territoriales :

Mairie de Sinnamary, Communauté de Commune Des Savanes, CTG : Collectivité Territoriale de Guyane,

Les services de l'État :

DGTM : Direction Générale des Territoires et de la Mer, DCJS : Direction de la Culture de la Jeunesse et des Sports, Conservatoire du Littoral,

Les partenaires locaux :

AUDeG (Agence d'Urbanisme et de Développement de la Guyane), C.A.U.E.(Conseil de l'Architecture de l'Urbanisme et de l'Environnement), Associations d'usagers et usagers, Associations environnementales : CEN, GEPOG, Mélisse, Sépanguy, ..., représentants d'habitants et/ou habitants.

Ces entretiens feront l'objet de comptes rendus qui seront restitués de manière synthétique en faisant ressortir les principaux verbatims à titre d'illustration avec pour objectif de faire émerger les représentations de ces paysages vécus.

3.1.3 – L'analyse paysagère :

Le prestataire devra s'appuyer sur cet état initial (analyse bibliographique et entretiens avec les acteurs locaux) et les missions de terrain pour réaliser l'analyse paysagère de la zone d'étude (cf cartographies ...). En conclusion de l'analyse, le prestataire devra démontrer la justification du classement pour les caractères « pittoresque », « historique » et « scientifique » ; il est aussi possible que le caractère « légendaire » ait une place notable.

Sur le terrain et par les entretiens, vous devrez identifier les différents paysages, leurs fonctionnements les uns par rapports aux autres, leurs sensibilités, les perceptions, les ambiances, les interactions naturelles et humaines sur l'ensemble du périmètre d'étude. L'histoire des savanes est importante en Guyane ; le descriptif des usages passés et présents devrait permettre de déterminer les dynamiques d'évolution passées et potentielles sur le périmètre d'étude.

L'analyse paysagère devra, donc, identifier, qualifier et localiser :

- Les éléments identitaires et structures paysagères,
- Les points singuliers, les repères et les éléments discordants dans le paysage,
- Les dynamiques d'évolution à l'œuvre,
- Les enjeux d'évolution en relation avec objectif de classement du site (critères de classement, opportunités et menaces des savanes).

Cette analyse devra, ainsi, permettre de présenter l'intérêt de classer globalement un continuum de savanes au regard de ses caractères patrimoniaux en considérant les menaces sur leur intégrité (les espèces exotiques envahissantes contribuent à fermer ces zones ouvertes, le projet de construction ne prend pas en compte l'écrin patrimonial dans lequel il est, etc.).

L'exercice sera, en outre, à travers la compréhension du contexte et les entretiens, de recenser les potentialités d'implications au niveau local et de proposer des orientations de gestion (cf 3.1.5).

Il s'agira, d'établir une note de synthèse de l'analyse paysagère qui montrera la diversité et priorisera les enjeux de classement au sein de la zone d'étude pour définir un périmètre optimal. Cette note de synthèse alimentera, in fine, le rapport final (livrable 12).

3.1.4 – Propositions de périmètres de classement :

Sur la base de l'étude paysagère réalisée, le prestataire devra finaliser un périmètre à proposer au classement. Il devra également préciser les bonnes conditions de gestion pour un maintien en l'état du futur site classé dans son ensemble en relation cohérente avec les milieux naturels ou construits adjacents ainsi qu'avec les projets d'urbanisation prévisibles (légaux ou spontanés). Il s'agira de trouver un périmètre cohérent entre les enjeux paysagers, la réglementation des sites classés et l'effectivité de celle-ci sur le terrain (mise en œuvre du classement en termes pragmatiques (protection et/ou gestion des sites), moyens techniques et humains, ...).

Le prestataire devra rassembler les différents lieux de la zone étudiée sous forme d'une étude comparative mettant en avant les enjeux paysagers et prenant en compte les différentes problématiques. Dans sa candidature, le prestataire pourra proposer une méthode de priorisation. Les conclusions de cette étude comparative permettront de faire le choix d'un site à faire passer à l'enquête publique.

La délimitation s'appuiera sur les références cadastrales existantes, en prenant en compte de préférence des parcelles entières. Si une parcelle n'est proposée que pour partie, il est souhaitable que le fractionnement s'appuie sur des repères physiques ou naturels (reliefs, cours d'eau, infrastructures routières...). La méthodologie d'élaboration de périmètre est proposée à la lecture dans ce dossier de marché.

3.1.5 – Proposition d'orientations de gestion et de valorisation du futur site classé

Le prestataire fera ressortir, de son analyse paysagère, les nécessités de gestion pour le maintien voire l'amélioration des caractères patrimoniaux du site proposé (pittoresque, historique, scientifique, voire légendaire). Il hiérarchisera ces nécessités par niveaux de convergence et d'importance pour le site et leur fera correspondre une ou plusieurs solutions envisageables (inflexion des dynamiques naturelles, accompagnement des dynamiques humaines et anticipation des projets en cours ou à venir).

Le dispositif de classement au titre des Sites et Monuments Naturels, par la reconnaissance patrimoniale du site, intègre la possibilité d'une valorisation par le tourisme. Le prestataire, à l'appui d'un argumentaire basé sur les caractères patrimoniaux et un travail géomatique et intégrant l'implication croisée des collectivités et du réseau associatif associé aux savanes guyanaises et de Sinnamary, présentera une organisation territoriale potentielle des acteurs et les aménagements minimum pour la mise en valeur touristique du site par les lieux porteurs de ces caractères.

3.2 – Phasage

Pour sa candidature, le titulaire devra accepter et phaser un ensemble de tâches à réaliser correspondant à minima au plan d'action suivant. S'il souhaite faire des ajouts, il est impératif que ce soit détaillé et présente les temps de travail ainsi que les coûts estimés. Veuillez noter que la différence entre COPIL et COTech réside en la présence ou non des élus de la mairie, voire d'autres acteurs. Le COTech minimal sera constitué de l'Inspecteur des sites commanditaire du marché et d'un agent de la Mairie de Sinnamary.

Plan d'action prévisionnel en 3 phases :

Recrutement du prestataire par le COTech. Notification et envoi des documents nécessaires à l'analyse bibliographique.

Première phase (au bureau) :

Réunion du COTech (distanciel):

Présentation, par l'entreprise retenue, des personnes en charge du marché et de l'organisation possible de la mission (calendrier des tâches globales (bureau et terrain), questionnements, échanges, ...). Validation de l'organisation par le Cotech. Proposition éventuelle d'ajouts de documents pour l'analyse paysagère, validation par le Cotech.

Travaux à réaliser, par le prestataire, dans cette première phase :

- Réalisation de l'analyse bibliographique :

- Étude des documents à disposition,
- Réalisation de la note de synthèse (livrable 1).

- Préparation de la venue en Guyane pour la mission terrain

- Prise de contacts avec les différents acteurs de la thématique sur le territoire, (planning de RDV à caler en amont de l'arrivée sur site)
- Préparation du support d'enquête (livrable 2),
- Préparation d'une méthodologie d'analyse paysagère de la zone d'étude,
- Construction du carnet de bord (livrable 4),
- Préparation du projet géomatique (livrable 5), tableau d'assemblage compris,
- Préparation d'un calendrier prévisionnel.

Réunion du COTech (distanciel):

Présentation, par les personnes en charge du marché, des travaux préparatifs réalisés pendant la première phase.

- Échanges sur les interrogations issues de l'analyse bibliographique, validation,
- Échanges sur la méthodologie et le calendrier, validation,
- Présentation du support d'enquête à l'attention des acteurs du territoire, validation.

Pour l'ensemble des documents soumis à validation des demandes de modifications éventuelles devront être prises en compte pour le rendu des livrables.

Rendu des livrables : 1 et 2

Deuxième phase (en Guyane):

Réunion du COPIL (présentiel):

Il s'agit sensiblement de la même animation que demandée pour le COTech de fin de première phase. Les éventuelles modifications et suggestions devront être prises en compte

- présentation de la synthèse des livrables 1 et 2, validation,

Travaux à réaliser, par le prestataire, dans cette deuxième phase :

Réalisation d'une phase d'analyse approfondie de terrain, accompagné, dans la mesure du possible, par l'inspecteur des Sites.

- Analyse paysagère de terrain : selon la méthodologie validée, elle sera reportée dans le carnet de bord (livrable 4),
- Potentiel passage aux archives de Guyane
- Consultation prospective (via le livrable 3) des acteurs du territoire, institutionnels ou non (propriétaires, associations utilisatrices/gestionnaires, passants, ...),
- Définition détaillée des tâches restantes pour la finalisation de l'étude paysagère de classement.

Réunion du COTech (présentiel):

- Point sur le déroulement de la mission en Guyane,
- Point sur les visites de terrain,
- Point sur les entretiens,
- Point sur les éventuels résultats/impressions préliminaires,
- Définition des tâches restantes pour la finalisation du dossier de classement.

Rendu des livrables : 3 et 4

Troisième phase au bureau :

Travaux à réaliser, par le prestataire, dans cette troisième phase :

A partir des livrables 1, 2, 3, et 4, reprendre les relevés de terrain (milieux, enjeux, informations issues des entretiens, ...), et les transcrire :

- Sous Qgis dans le projet géomatique (livrable 5),
- Dans la note de synthèse illustrée (livrable 6)

Réunion du COPIL (distanciel):

- Présentation, via les livrables 5 et 6 finalisés, de l'analyse paysagère et des enjeux de classement, selon les critères retenus.
- Présentation des résultats de l'étude comparative des différents lieux d'intérêt,
- Argumentaire sur ce qu'il serait préférable de classer considérant les enjeux communaux,
- Validation d'un site à classer par le COPIL,
- Réflexions sur les limites de périmètre.

Rendu des livrables : 5 et 6

A partir des livrables précédents et du tableau d'assemblage à l'échelle requise :

- Réaliser la cartographie de l'état initial (livrable 7),
- Réaliser la cartographie des enjeux paysagers (livrable 8)
- Réaliser la cartographie du périmètre de classement (livrable 9),
- Rédiger l'argumentaire justifiant l'implantation des limites du site (livrable 9).

Réunion du COPIL (distanciel):

- Présentation exhaustive du périmètre via le livrable 5,
- Échanges et validation par le COPIL,

Suite au COPIL :

- Réaliser les changements, à la marge, demandés par le COPIL,
- Rédaction de la description littérale (livrable 10),
- réalisation de la liste des parcelles (livrable 11) via le livrable 5,
- Construction du rapport final (livrable 12) sur la base des livrables réalisés et complétés par les décisions prises par le COPIL tout au long de la prestation.

Rendu des livrables : 7, 8, 9, 10, 11 et 12

L'organisation de la prestation pressentie est notée ci-dessus, toutefois, sur le plan méthodologique, le candidat peut, dans le cadre de sa réponse à la présente consultation, en plus de l'offre de base, formuler toute variante de l'approche décrite ci-dessus, afin d'arriver aux résultats attendus.

Le classement de site au titre des sites et monuments naturels étant un exercice peu commun et nécessitant des connaissances et compétences particulières, il est fortement conseillé de s'inspirer des étapes d'un classement de site pages 17 à 21 du livret 2 du bréviaire des sites, de la méthodologie de présentation des périmètres à l'instruction du dossier de classement pages 31 à 33 du livret 2 du bréviaire des sites de 2021, ainsi que du guide méthodologique (en annexes).

3.3 – Les livrables

Ceux-ci sont les supports ou les témoins des grandes tâches à réaliser susnommées. Ils sont à rendre indépendamment

Certains sont des livrables de travail (de 1 à 8 et 11) ; il s'agit de ne pas s'attarder sur leur forme.

Les autres seront les documents officiels proposés à l'enquête publique et à l'instruction pour le classement par le ministère (9, 10 et 12).

- Une **note de synthèse (1)** de l'analyse bibliographique.

Elle permettra de valoriser la connaissance sur le sujet, de mettre en exergue ses lacunes et de cadrer les recherches de terrain.

- Un **questionnaire (2)** :

Il servira à diriger les entretiens avec les acteurs institutionnels et les usagers, en vue, du recueil d'informations complémentaires, de la confirmation ou de l'infirmerie des informations ressorties de l'analyse bibliographique.

Ce support d'enquête prendra la forme d'un questionnaire avec pour visées :

1. leur connaissance du territoire, de son histoire,
2. leur connaissance du cadre administratif et réglementaire qui s'appliquent aux savanes, les interdictions et/ou contraintes,
3. la sensibilisation au paysage, au maintien du cadre de vie, à l'environnement,
4. la connaissance des milieux naturels savanicoles et de leur fonctionnement,
5. les usages relatifs passés et actuels et la fréquence de ceux-ci,
6. le recensement des projets en cours ou à venir, (institutionnels)
7. leurs envies de préservation et/ou de mise en place d'une valorisation (usagers)

Dans sa candidature, le prestataire proposera une question ouverte par sujet, des réponses seront données lors du premier COTech, les informations rassemblées serviront la construction du questionnaire utilisable pour les entretiens sur le terrain.

- Un **cahier des entretiens (3)** :

résultats des entretiens avec les personnes rencontrées (institutionnels ou non) assorti de la synthèse de ceux-ci.

- Un **carnet de bord (4)** des missions terrain.

Sous forme de tableau permettant le suivi et la synthèse des actions visant l'analyse paysagère. Il présentera, a minima, le site, le lieu (plus points GPS), la date, la durée, les enjeux rencontrés, les intérêts et les réflexions du prestataire. Le candidat pourra proposer son outil de relevé de terrain habituel s'il répond aux besoins exprimés ci-avant. A noter que les livrables 5, 6 et 8 dépendent fortement des bonnes configurations et utilisation de ce livrable ci. Un exemple est donné en annexe.

- Un **projet géomatique (5)** :

Sous Qgis, il devra être transportable (plugin Qpackage ou autre). Il présentera l'ensemble des couches (shp. ...) fournies et sera organisé en groupes et sous groupes en fonction des thématiques. Il recevra, en troisième phase, les couches réalisées, par le prestataire pour le marché, à partir des relevés fait lors de la venue sur terrain. Ce livrable est le support de travail pour la réalisation des livrables 7 à 11 et à fortiori du 12. Il peut aussi servir à situer les éventuelles infos sorties du livrable 1 et aider à l'organisation des visites de terrain. C'est aussi un support à privilégier pour l'animation des réunions.

- Une **note de synthèse illustrée (6)** :

Cette note reprendra, en introduction, les résultats de l'analyse bibliographique (livrable 1) et fera la synthèse des informations relevées sur le terrain pour démontrer l'intérêt général

du classement d'un continuum de savanes et pour statuer sur la partie de la zone d'étude la plus adéquate pour recevoir un périmètre de site classé.

Il est important, ici, de faire une liste exhaustive des entités paysagères et de présenter, pour chacune, les enjeux paysagers qui relèvent de critères pittoresques, historiques, scientifiques voire légendaire (explications en annexe).

Le prestataire devra, à ce stade, avancer des hypothèses de périmètre selon les résultats de son analyse paysagère.

En outre, un classement nécessitant l'élaboration d'un plan de gestion, le prestataire proposera des orientations de gestion prenant en compte les capacités d'implication des acteurs du territoire.

Pour le projet de délimitation de périmètres, en utilisant le projet géomatique (livrable 5) le prestataire fournira à l'échelle adéquate (fonction de la nécessité de lecture) pour l'instruction du classement et au 25000^{ème} :

Un tableau d'assemblage avec pour chacune des zones d'études :

- Une cartographie de l'état initial (7)

Comprenant à minima le cadastre, la BD ortho la plus récente, les servitudes existantes (MH, sites inscrits existants, acquisition du conservatoire du littoral, propriétés communales, ...), les milieux naturels détaillés, les zones habitées, ...

- Une cartographie des enjeux paysagers (8) :

Éléments paysagers (mosaïque de milieux, corridors, lisières, franges, ...), interactions entre ces éléments, environnement proche (présence d'urbanisation, accès , ...), menaces et axes de valorisation touristiques.

- Une cartographie du périmètre de classement (9)

Accompagnée de son argumentaire (lié aux enjeux paysagers ainsi qu'aux contraintes du territoire).

En prenant bien soin de suivre les directives des pages 31 à 33 du livret 2 du bréviaire des sites de 2021 et du guide méthodologique (en annexes).

- Une description littéraire (10) du projet de délimitation.

En vue de la rédaction de l'arrêté ou le décret de classement (parcelle par parcelle). Ce travail sera réalisé après délibération du COPIL sur l'établissement finalisé du périmètre à proposer en enquête publique et suivant les préconisations du bréviaire sur les sites et du guide cartographique. Un exemple est donné en annexe.

- Une liste de parcelles (11) concernées par le périmètre choisi:

Ce sont les parcelles incluses dans le périmètre retenu. Il s'agit d'une sélection des noms des parcelles (sections et numéros) du cadastre via le projet Qgis (livrable 5).

Pour la diffusion auprès des acteurs locaux (usagers compris) des travaux effectués et de leurs résultats lors de l'enquête publique puis à l'instruction du dossier de classement par le ministère :

- Un **rapport final (12)** en 4 parties :

1. La méthodologie employée et le déroulement de la prestation,
2. L'analyse paysagère,
3. Le projet de délimitation de site classé,
4. Des orientations de gestion pour l'élaboration du plan de gestion du site classé.

1. La méthodologie employée et le déroulement de la prestation (2 pages max)

Le prestataire fera un récapitulatif méthodologique et historique du travail effectué par phase. Il recensera les difficultés, les écueils éventuels ainsi que les points et temps forts de la mission.

2. L'analyse paysagère (nombre de pages libre)

Le prestataire utilisera la synthèse complète des connaissances acquises sur le périmètre de l'étude (livrables 1 et 6) en insérant les cartes réalisées (livrables 7 et 8).

Il explicitera les différents enjeux globaux pour le maintien en bon état des savanes. Il fera ressortir le fort attachement au site des populations autochtones et mettra en évidence l'intérêt que ces espaces représentent pour l'ensemble du territoire guyanais et l'importance de valoriser ses qualités.

Le but de l'étude est d'argumenter sur la légitimité du classement au titre des Monuments Naturels. L'analyse paysagère devra donc révéler les caractères qui le justifient et argumenter sur la meilleure zone sur laquelle établir un périmètre de classement.

A la suite, le prestataire insérera son argumentaire sur les choix qui ont été faits pour l'établissement des limites du périmètre de classement (exclusion de cette parcelle pour motif donné, ...) ce qui fera une transition pour la partie suivante.

3. Le projet de délimitation de site classé (livrables 9, 10 et 11)

Le périmètre doit être décrit de plusieurs manières.

Cartographiquement : avec le livrable 9, le géomaticien de l'équipe devra construire le périmètre sur la base des choix validés en suivant la méthodologie imposée par le ministère (en annexe)

Littéralement : avec une description précise du passage de la limite sur le territoire selon la méthodologie imposée par le ministère (en annexe). C'est la traduction littérale de

Cadastralement : en créant une liste des sections et des numéros des parcelles concernées par le périmètre de classement.

4. Des orientations de gestion pour l'élaboration du plan de gestion du site classé.

Dans cette dernière partie, le rapport présentera des orientations de gestion pour le site. Les nécessités et hypothèses de gestion, inspirées des enjeux et des acteurs du territoire, refléteront le champ des possibles pour le maintien voire l'amélioration des qualités qui ont motivé le classement. Les pistes de valorisation touristique seront aussi intégrées à cette partie.

Le prestataire fournira, en outre, les photographies et iconographies numériques géoréférencées acquises et réalisées dont les droits seront cédés sans limitation de temps à la DGTM de Guyane.

3.4 – Conditions de réalisation des prestations :

La personne ressource au sein de la DGTM Guyane, suivant cette affaire, est l'inspecteur des Sites de l'unité Sites et Paysages du Service Paysage, Eau et Biodiversité (PEB) avec l'appui technique du paysagiste conseil de l'État (PCE) ainsi que de la cheffe d'unité Sites et Paysages.

M. Nicolas ROMANS

Inspecteur des Sites (DGTM/PEB/USP)
Pointe Buzaré, impasse Carlos Fineley
97300 CAYENNE

GUYANE – FRANCE

05 94 21 42 67

nicolas.romans@guyane.gouv.fr

D'autres services de l'État pourront être associés lors des points étapes sur l'avancée de l'étude.

Seront à la charge du prestataire, les CR (Comptes rendus de réunion) du comité de suivi et des entretiens individuels (supports d'enquêtes) rassemblés en cahiers.

Les échanges supplémentaires et éventuelles corrections pourront se faire par téléphone, visioconférence ou par voie électronique. De nombreux allers et retours correctifs à l'initiative du prestataire sont attendus.

Sur le territoire, les différentes rencontres pourront avoir lieu à la DGTM si nécessaire, qui mettra une salle à disposition si besoin sur réservation préalable.

Tous les documents (livrables ou non) sont attendus sous format numérique (originaux modifiables compatibles avec Libre Office et des shapes (.shp/.gpkg) pour le logiciel Qgis).

Le prestataire a en charge la reprographie de l'ensemble des documents nécessaires au bon déroulement de l'étude y compris ceux à présenter à l'enquête publique.

La DGTM est propriétaire de tout ou partie de ces documents.

Liste des annexes présentes au dossier

Annexe 1 : Vis à vis du classement :

- Extrait de la circulaire du 30 octobre 2000 définissant les critères qui relèvent de chaque caractère parmi les cinq caractères légitimes pour le classement,
- le processus de classement : pages 17 à 21 du livret 2 du bréviaire des sites,
- la méthodologie de cartographie : pages 31 à 33 du livret 2 du bréviaire des sites,
- le guide méthodologique pour la cartographie des sites (document non officiel mais complet).

Annexe 2 : Concernant le milieu savanicole :

De nombreux documents sur les savanes sont rassemblés et disponibles au téléchargement sur le site dédié : <https://www.savanes.fr/mediatheque/>

Pour l'élaboration du phasage voici une liste des documents dont tout ou parties livreront des informations importantes pour la compréhension du sujet.

Les fiches du rapport du CEN sur les savanes de Sinnamary

Le rapport de Marianne PALISSE sur les livres des savanes

Le rapport final du LIFE + CapCom

Savanes de Guyane française : la biodiversité bousculée par la diversité culturelle

Annexe 3 : Au sujet des livrables :

- Un exemple de support type pour le carnet de bord (livrable 4),
- Un exemple de description littérale (livrable 10), document nécessaire à l'instruction du dossier de classement, permettant au candidat de bien d'appréhender la précision du travail d'établissement du périmètre,

Annexe 4 : Plans de situation du projet d'étude

- Situation de la commune de Sinnamary en Guyane,
- Situation de la zone d'étude sur Sinnamary,

Annexe 5 : Détail du prix global et forfaitaire